

a pris une certaine consistance. Il est vraisemblable que l'armée, pour regagner un prestige atteint par les revers sur la frontière sino-indienne, a poussé aux hostilités contre le Pakistan dans l'espoir de succès plus aisés.

b) En Inde comme au Pakistan, face à une situation de misère tragique, la guerre est une diversion pour canaliser les colères, les passions, qui se manifestaient depuis quelques mois par des révoltes de la faim.

c) Le développement de la guerre et l'escalade américaine au Vietnam ne pouvaient pas ne pas se faire sentir très fortement dans les pays avoisinants, notamment en encourageant les tendances à tenter de résoudre des problèmes difficiles par la force. Un important journal de Londres, le *Daily Telegraph*, a mentionné les responsabilités du C.I.A. dans le déclenchement du conflit par le gouvernement indien. Cette information a été démentie. Cependant, on ne peut manquer de noter que la guerre indo-pakistanaise a accaparé l'intérêt, qu'on lui accorde de gros titres en première page, et qu'elle a éclipsé l'attention portée sur la guerre du Vietnam au moment où les renforts américains s'accroissent de jour en jour.

Errements de la politique chinoise

En opposition aux dithyrambes sur les efforts de « paix » des Etats-Unis, de l'Union soviétique, des Nations Unies, on entend crier au scandale à propos de l'attitude de la Chine et de l'Indonésie à propos de cette guerre indo-pakistanaise. On nous permettra d'exprimer quelque scepticisme sur le « pacifisme » des uns et le « bellicisme » des autres.

Bien avant que cette guerre éclate, les Etats-Unis avaient armé Indiens et Pakistanais contre les Chinois. Le gouvernement soviétique — on ne peut l'oublier — avait également fourni des avions à l'Inde dans une période où il y avait conflit entre l'Inde et la Chine. Les « pacifistes » d'aujourd'hui ont joué un jeu de grandes puissances pendant des années aux dépens de la Chine. Il se trouve qu'à présent, la Chine est en position de retourner la situation, de jouer un même jeu de grande puissance. Ceux-là sont mal venus qui sont pris à leur propre jeu. Aucun révolutionnaire ne pourrait reprocher à la Chine, en tant qu'Etat, de tirer profit des conséquences d'une situation que non seulement elle n'a pas créée mais qui, à un moment donné, était dirigée contre elle. Le plan sur lequel les révolutionnaires peuvent juger la politique chinoise, en toute indépendance des gouvernements, c'est celui de la politique révolutionnaire ; hélas, de toutes les informations que nous possédons, il résulte que la direction chinoise subordonne au Pakistan la politique de l'avant-garde, y compris des communistes pro-chinois à sa politique en tant qu'Etat. Certes, la puissance de la Chine donne à réfléchir, et explique dans une grande mesure la précipitation de l'O.N.U. à « créer » un cessez-le-feu. Mais une pratique de la politique de puissance qui ne prend pas en considération les sentiments des masses peut avoir des répercussions extrêmement dangereuses.

Cela est d'une importance d'autant plus grande que l'avant-garde révolutionnaire dans le sous-continent indien ne dispose pas de grandes forces. Au Pakistan, elle est d'une faiblesse extrême. En Inde, la plupart des organisations se revendiquant du socialisme et dont certaines étaient jusqu'alors des champions de la non-violence ont fait assaut de chauvinisme pour prôner la guerre contre le Pakistan.

★

Le conflit indo-pakistanaise est une manifestation de la décomposition accélérée des régimes bourgeois installés lors de l'accession à l'indépendance. Cette décomposition continuera à se manifester, que ce soit dans la continuation des hostilités en dépit du cessez-le-feu ou sous d'autres formes. Il est à craindre que les premiers bénéficiaires de cette décomposition seront des champions du pouvoir militaire, de régimes dictatoriaux (au Pakistan, c'est le cas depuis longtemps). Il est aussi probable que la bourgeoisie indienne se montrera moins « neutraliste » et plus dépendante de l'impérialisme américain que par le passé. Mais, de ce côté, il n'y a comme perspective qu'une misère accrue et, en fin de compte, des explosions révolutionnaires. Les désirs de bourgeois « éclairés » d'une Inde montrant une voie démocratique et parlementaire supérieure à la voie chinoise de la révolution permanente resteront des rêves vains.

Pierre FRANK.

L'ARMENIE SOVIETIQUE BOUGE

La crise du système bureaucratique prend ses aspects les plus aigus là où, au mécontentement des masses causé par les privilèges de la caste bureaucratique et par leur exclusion de l'exercice du pouvoir, s'ajoutent des raisons de mécontentement national. On a pu le constater clairement lors de la révolution hongroise en 1956 et lors de l'Octobre polonais.

La tension et le mécontentement sont souvent plus importants encore à l'intérieur de l'Union soviétique dans les provinces, dans les pays Baltes et au Caucase en particulier.

En Arménie, le problème national prend des dimensions particulières, car son territoire, tel qu'il s'est historiquement constitué, se situe pour sa plus grande partie près de la frontière turque. En outre, après la Deuxième Guerre mondiale, on a assisté à un retour massif des émigrés arméniens venant de toutes les parties du monde, ce retour étant dicté de façon essentielle beaucoup plus par l'attachement à la terre natale que par une quelconque adhésion au pouvoir soviétique. Il faut en outre considérer que l'Arménie est l'une des républiques dont la population est la plus dense et qui se trouve être l'une des moins industrialisées. En Arménie se trouve donc posé de façon plus aiguë encore le problème que l'économiste russe Aganbeghian (dans le document publié dans le numéro de juillet de *Bandiera Rossa*) appelle avec une ironie amère, les « problèmes de l'occupation ».

Tous ces éléments constituent la base objective à partir de laquelle s'est déve-

loppé un fort mouvement à tendances nationalistes qui a abouti, sous le prétexte du cinquantième anniversaire du massacre des Arméniens par les Turcs, à de grandioses manifestations de rue dans la capitale de l'Arménie soviétique, Erivan, le 25 avril de cette année.

Depuis quelque temps déjà on pouvait noter chez les intellectuels arméniens un fort réveil nationaliste qui s'exprimait surtout par la « réhabilitation » d'une série de dirigeants du mouvement national antitarsiste d'avant la révolution d'Octobre. L'année dernière, on avait procédé, à Erivan, à des arrestations d'étudiants, arrestations provoquées par la découverte d'une organisation clandestine qui, à ce qu'il paraît, se proposait de lutter pour l'indépendance de l'Arménie. Au début de cette année, l'agitation nationaliste se trouva concentrée sur l'anniversaire imminent des massacres d'Arméniens en 1915.

Les dirigeants locaux du parti et du gouvernement hésitèrent longtemps avant de décider de célébrer en sourdine cet anniversaire, dans un théâtre d'Erivan. Entre-temps, outre les articles concernant cette célébration, et parus dans les journaux et les revues, des tracts commencèrent à circuler à Erivan, invitant à une manifestation de rue et reproduisant une carte de la Grande Arménie qui incluait aussi des territoires actuellement en possession de la Turquie et même une partie de l'Azerbeïdjan soviétique actuel. La veille du 25 avril, tous les membres du parti furent convoqués à des réunions au cours desquelles ils furent avertis de la possibilité de désordres pour cette date, et

répartis par groupes pour surveiller tous les quartiers de la ville et prévenir ces désordres.

Mais cette précaution ne donna aucun résultat, car beaucoup de ces militants, après avoir constaté le matin du 25 que, dans la zone qui leur était confiée, il ne se passait rien, se rendirent eux aussi sur la place centrale et participèrent à la manifestation.

En fin de matinée, le 25, 60.000 personnes se trouvèrent réunies sur la place et suivirent avec intérêt et en applaudissant les meetings « volants » au cours desquels les orateurs (presque tous des étudiants) revendiquaient le droit de pouvoir célébrer l'anniversaire du massacre des Arméniens, lançaient des mots d'ordre antiturcs et demandaient à rencontrer les représentants du pouvoir central afin de leur exposer leurs propres revendications nationales.

Il se produisit aussi quelques incidents lorsque des manifestants lancèrent des mots d'ordre anti-soviétiques (par exemple, la revendication du remplacement de la statue de Lénine par celle d'un héros national arménien), mais ce ne furent là que des incidents secondaires, rapidement calmés par les étudiants qui se trouvaient à la tête de la manifestation.

Plus tard, la foule se dirigea vers l'Université, puis vers les quartiers ouvriers, regroupant chemin faisant d'autres milliers de manifestants.

Lorsque la manifestation officielle débuta au théâtre de l'Opéra, les manifestants se massèrent devant les portes et demandèrent à être admis dans la salle. Ils se heurtèrent alors à un refus brutal souligné par la présence d'importantes forces de police qui entouraient le théâtre. La pression ne diminuant pas aux portes du théâtre, malgré l'utilisation de gaz lacrymogène, on autorisa l'entrée d'un petit groupe de représentants des manifestants. Un peu plus tard, la foule, ne voyant pas revenir ses représentants, rompit les cordons de police et se précipita dans le théâtre. Les bureaucrates, qui se trouvaient à l'intérieur, aussi bien ceux qui se trouvaient au présidium que ceux qui se trouvaient dans la salle, s'enfuirent rapidement après une tentative assez peu convaincue, et infructueuse, du secrétaire du parti pour calmer les manifestants.

Des rassemblements, réunissant moins de monde, eurent encore lieu dans toute la ville tard dans la soirée.

L'attitude de la direction bureaucratique locale dans toute cette affaire fut extrêmement hésitante et indécise. De toute façon, aucune violente mesure de répression ne fut prise, contrairement à ce qui se passait ordinairement en U.R.S.S. Au contraire, les personnes arrêtées (quelques centaines) furent rapidement relâchées les jours suivants. Il est vrai qu'une tentative de la direction du parti pour faire approuver par les organismes de base une résolution condamnant la manifestation, n'obtint aucun succès et provoqua les plus énergiques protestations de la part des membres du parti auxquels cette résolution fut proposée.

Les événements d'Erivan, dont nous avons donné une brève chronique, montrent le degré de désintégration de la bureaucratie soviétique, même à des niveaux relativement élevés, comme celui du groupe dirigeant d'une république de l'Union. Ils montrent aussi le fort mécontentement qui règne dans de larges groupes d'ouvriers et d'intellectuels.

Toutefois, les événements d'Erivan montrent aussi que ce mécontentement tend à s'exprimer ouvertement, en l'absence d'une direction consciente, et étant donnée l'épouvantable dépolitisation — sans doute l'héritage le plus lourd du stalinisme, ancien et nouveau —, qui se manifeste par des mots d'ordre qui ne concernent que des aspects secondaires et relativement en marge de l'oppression bureaucratique, tels ceux qui touchent au problème national. Il en résulte qu'à l'ampleur et à l'élan du mouvement ne correspondent pas des résultats politiques adéquats, car — pour le moment du moins — le mouvement lui-même est privé des perspectives claires et à longue échéance qui sont absolument nécessaires pour renverser la direction bureaucratique. Des mouvements du type de celui d'Erivan, qui doivent pourtant être considérés comme positifs à cause de leur contenu objectivement antibureaucratique, risquent, en l'absence d'une direction consciente, de conduire à la longue à une désintégration du système bureaucratique sans être capables cependant de le remplacer par un régime basé sur la démocratie socialiste.

Sandro MANTOVANI.

CONTRADICTIONS DES ELECTIONS ALLEMANDES

La social-démocratie allemande a marqué un progrès nouveau et significatif aux élections générales du 19 septembre. Le parti a enregistré plus de 12 millions de voix, soit 39,5 % du total. En comparaison avec les 30 % des élections de 1949 et de 1953, le résultat est prêt du chiffre le plus élevé jamais enregistré : 42,5 % aux élections de 1919 pour l'Assemblée nationale, pendant une situation révolutionnaire.

Au même moment, la direction suprême et les cadres du parti étaient profondément déçus des chiffres qui étaient inférieurs au but fixé par la bureaucratie réformatrice. Pendant plus de quatre ans, celle-ci a préparé fiévreusement les élections générales, abandonnant les restes du programme traditionnel du parti, s'alignant même sur la Démocratie chrétienne en politique étrangère et en économie, avec l'espoir que les démocrates chrétiens les invitent à former une coalition gouvernementale.

Aucun de ces espoirs ne s'est réalisé. Si les sociaux-démocrates ont gagné une bonne partie des voix et 12 nouveaux sièges, les démocrates chrétiens ont aussi augmenté leur pourcentage et leur nombre de sièges, et se sont vus en passe de conquérir une majorité absolue (seuls quatre sièges manquaient pour l'atteindre). Dans ces circonstances, il est peu vraisemblable qu'ils considéreront une « grande coalition » avec les sociaux-démocrates comme offrant beaucoup d'intérêt.

Le fait le plus frappant et, à la fois, le plus paradoxal des élections du 19 septembre fut qu'au moment précis où l'aile droite qui dirige la social-démocratie allemande déclarait très haut qu'elle n'était plus le parti de la classe ouvrière mais était devenue « un parti de tout le peuple », les succès significatifs étaient enregistrés dans les régions prolétariennes et seulement là !

Ses gains principaux furent enregistrés dans la Ruhr industrielle où elle a recueilli 53 % des voix. Des gains considérables sont relevés dans les villes industrielles de Duisbourg (de 41 % à 57 % des voix), Dortmund (de 51 % à 57 %), Mülheim (de 47 % à 52 %). A Cologne, le bond a été de 34,5 % à 42 %. Des victoires également importantes ont été enregistrées dans les centres industriels de la Sarre, à Ludwigshafen (grosses installations chimiques), à Nuremberg, etc.

Les démocrates chrétiens ont gagné essentiellement au détriment de leurs alliés bourgeois du Parti démocrate libéral (aile droite des libéraux). Le principal gagnant

des élections de 1961 a été le principal perdant cette année.

Le total des voix pour les deux partis bourgeois de la coalition est tombé de 58,1 % à 57,1 %. Le total des voix pour les sociaux-démocrates et le D.F.U. (une organisation de façade du parti communiste) est monté de 38,1 % à 40,8 %. Le reste des voix (environ 2 %) alla aux différents groupes d'extrême-droite.

Ces résultats sont d'autant plus significatifs si l'on considère que la social-démocratie n'offrait pas de choix réel aux électeurs en présentant une plateforme pratiquement identique à celle des démocrates chrétiens. Il est également significatif, par ailleurs, que le but des stalinistes, qui, avec l'aide des pacifistes, était d'attirer le vote d'opposition d'une certaine petite bourgeoisie, et ont pour cela centré leur plateforme sur la politique étrangère et sur la « paix et la coexistence », a échoué lamentablement. Cette campagne était menée autour de l'Union allemande pour la paix qui attire ordinairement les voix communistes ou pro-communistes (le Parti communiste allemand étant interdit par un décret réactionnaire), le capitalisme n'étant pas même mis en question dans le matériel électoral. Comparé à 1951, les voix de cette formation sont tombées de 1,9 % à 1,3 %.

L'aile gauche n'avait pas de candidat représentatif, et aucune figure capable de cristalliser la montée lente de mécontentement parmi les travailleurs et la jeunesse n'a émergé des élections. Mais le manque de perspective de la direction social-démocrate, auquel s'ajoute la faillite de sa ligne de « parti populaire » de la petite bourgeoisie, fera apparaître les premières lignes de différenciation à l'intérieur de ce parti.

Les syndicats continuent à s'opposer aux tendances les plus réactionnaires des bureaucrates de l'aile droite de la social-démocratie. Au congrès récent du syndicat des mineurs, les délégués ont refusé d'adopter une proposition avancée par l'aile droite, qui visait à abandonner la demande de nationalisation des mines.

Les métallos, lors de leur dernier congrès, se dressèrent violemment contre la proposition d'une loi prévoyant des « cas d'urgence » qui aurait permis au gouvernement de suspendre toutes les garanties constitutionnelles et les libertés démocratiques dans certaines conditions. Les dirigeants sociaux-démocrates étaient en principe d'accord pour accepter cette pièce de législation réactionnaire.

(Correspondant W.O.)